Sorbonne Nouvelle
université des cultures
UFR A & M
arts & médias

Appel à Communication – Colloque
PATRIMOINES ET POLITIQUES
11 et 12 mars 2027
Palais de la Porte dorée – Musée national de l'Histoire de l'Immigration

XII[e] colloque de l'UFR Arts & Médias de la Sorbonne Nouvelle, organisé en partenariat avec le Palais de la Porte dorée, HERMES, l'InIdex ICCA, la Chaire UNESCO pour l'étude de la diversité muséale et le Collège franco-allemand.

Le rôle de cohésion que le patrimoine peut jouer au sein de nos sociétés a conduit les pouvoirs publics à le considérer, d'un point de vue stratégique, comme l'un des facteurs associés aux investissements d'avenir. Les débats politiques actuels autour de la notion de « patrimoine(s) » laissent cependant apercevoir des perspectives d'avenir pour le moins contrastées. Si le contexte politique, économique et social actuel de la France apparaît particulièrement révélateur des incertitudes planant autour de la relation entre les patrimoines et les courants politiques qui les conditionnent, de nombreuses transformations de la vision patrimoniale peuvent être observées à l'échelon international, national, régional mais aussi local ; elles témoignent, entre autres, de la diversité des propositions portées par les différents courants politiques pour la modifier.

De nombreuses incertitudes planent sur le rapport au patrimoine tel qu'il se développe au sein de la société et tel qu'il est encadré, notamment, par les politiques culturelles, même s'il apparaît indubitable que les frontières institutionnelles du champ patrimonial sont appelées à être redessinées. L'utilisation politique du patrimoine conditionne non seulement son emploi – ou son rejet – mais également les stratégies déployées concernant sa reconnaissance et sa prise en charge. Les transformations de la société, et notamment les questions de genres, d'origines et de diasporas, influencent à la fois la manière dont cette dernière perçoit son patrimoine, mais également les réponses apportées par les différents courants politiques en la matière. La logique néolibérale déployée depuis un demi-siècle au sein des pays occidentaux conduit également à la transformation des modèles économiques traditionnels (largement subventionnés) associés aux patrimoines. Mais la mise en concurrence des secteurs – patrimoine vs spectacle vivant, par exemple – résulte également de tensions et de choix proprement politiques. La logique accumulative associée au champ patrimonial – qui n'a cessé de se développer depuis son invention – induit la question des limites de sa prise en charge technique et d'une possible dépatrimonalisation.

Ce colloque se propose d'étudier ces changements à l'aune des mutations de la société et des idéologies – notamment économiques – qui la conditionnent, en rassemblant des chercheuses et chercheurs issu·e·s de l'ensemble des secteurs des Arts & Médias (théâtre, cinéma, audiovisuel, danse, musique, arts, médias, médiation culturelle, muséologie). Les communications, qui peuvent porter sur un objet spécifique ou prendre la forme d'une réflexion plus globale, seront structurées autour de quatre thématiques transversales éclairant les enjeux actuels de la relation unissant politiques et patrimoines :

- Patrimoines et démocratie
- Matrimoines et patrimoines minorés
- Usages et économies patrimoniales
- Patrimoine, croissance et décroissance

Patrimoines et démocratie

Les relations entre patrimoines et politiques prennent une dimension particulièrement importante à l'aune des changements de régime mais aussi dans des contextes de mutation des systèmes politiques, tels qu'on peut les observer dans nombres de pays occidentaux. La notion de patrimoine est-elle intrinsèquement politique ? On la sait régulièrement instrumentalisée, aussi bien par les courants démocratiques qu'autoritaires. S'agit-il pour autant des mêmes notions de patrimoines ? Certaines tendances politiques plébiscitent-elles certains domaines plus que d'autres ? Dans le cadre politique actuel, comment le processus de reconnaissance de certaines formes patrimoniales devrait-il s'exercer pour refléter au mieux une logique démocratique, et comment s'exerce-t-il dans les faits ? Cette session explorera la double relation entre patrimoines et politique, à partir du choix des objets privilégiés, des récits plébiscités et des actions mises en œuvre au sein des institutions patrimoniales ou de la société civile. Cette relation peut s'observer à la fois dans les politiques en faveur du patrimoine à l'échelle nationale ou locale mais aussi sur le plan des droits culturels et de la participation plus ou moins active des citoyens sur le choix des politiques. Les rôles conférés à la société civile (ou que celle-ci parvient à s'octroyer) sont également définis par les artistes contemporains qui investissent activement ce moyen d'action pour interroger l'avenir des formes patrimoniales et leur pouvoir de transformation sociétale. Il s'agira donc d'observer les relations dynamiques inédites qui s'instaurent entre la création contemporaine (art contemporain, danse, performance, théâtre, cinéma expérimental, etc.) et les nouvelles pratiques patrimoniales, afin de saisir les enjeux de la co-création entre institutions et usagers, entre commanditaires, législateurs et citoyens. Cette relation s'observe également dans les phénomènes d'instrumentalisation réciproques du patrimoine et des autres formes artistiques et culturelles pensées comme des outils de "valorisation" patrimoniale et identitaires – on pense par exemple au soutien politique accordé à certains événements festifs & spectaculaires, à l'engouement (politique) pour les fêtes et reconstitutions historiques ou folkloriques, aux phénomènes de réappropriation culturelle (motifs traditionnels repris sans ménagement par la haute couture), etc.

Matrimoines et patrimoines minorés

Les questions relatives au genre mais aussi, la prise en compte des minorités, ont d'emblée conduit à la mutation des notions de patrimoines à partir d'un élargissement de son champ d'action (nouvelles acquisitions, nouvelles mesures de protection ou de restauration). Bien que la notion de matrimoine soit de plus en plus usitée dans les milieux culturels, elle est pourtant loin de faire l'unanimité car elle reflète des logiques de transformation de la société qui fragilisent

des normes sociales communément admises. Si ces enjeux longtemps portés par des voix associatives ou militantes et maintenus hors du champ institutionnel ont progressivement accédé à une certaine reconnaissance académique, voire médiatique, qu'en est-il dans la réalité ? Les politiques patrimoniales actuelles permettent-elles de prendre en compte la question du matrimoine et celle des patrimoines minorés ? L'analyse des tendances actuelles laisse-t-elle présager une plus grande prise en compte de ces phénomènes, ou au contraire de leur atténuation ? Le patrimoine ne serait-il pas par essence classiste et genré ? Quelles sont les incidences des revendications patrimoniales extra occidentales – notamment la question des restitutions et la transformation des récits dans le cadre des politiques décoloniales – sur la manière de penser les patrimoines communs ?

Usages et économies patrimoniales

Si la valeur historique ou mémorielle conditionne largement la question des patrimoines, leur valeur d'usage apparaît tout aussi importante. L'effet patrimonial se révèle à partir de sa potentielle disparition, mais il se mesure également à l'aune des investissements nécessaires pour en assurer la pérennité. Le modèle économique patrimonial repose sur une prise en charge de sa préservation par le biais de la société, à travers des institutions publiques financées par l'impôt ou des subventions, mais aussi par le biais de mécanismes associatifs et militants, ou par l'intermédiaire du marché et le financement des consommateurs (généralement sous des formes hybrides). L'évolution de la logique néolibérale conduit de plus en plus au réexamen des politiques de prise en charge publiques, mais dans quelles perspectives ? Existe-t-il de nouvelles formes de financement du patrimoine, notamment à partir de nouveaux usages ? La numérisation des patrimoines modifie-t-elle les possibilités d'usage, voire leurs modèles de pérennisation ? Les anciennes logiques de loteries, remises à l'ordre du jour pour la restauration du patrimoine matériel, constituent-elles une voie d'avenir ? Les patrimoines émergents sont-ils plus directement impactés par cette situation ?

Patrimoine, croissance et décroissance

La reconnaissance et la préservation de nouvelles formes patrimoniales vient généralement s'adjoindre aux politiques plus classiques. Le processus d'accumulation qui s'ensuit conduit à la constitution d'un champ toujours plus vaste, dont l'entretien suppose des budgets en progression constante. La fractalisation des missions des structures culturelles et notamment patrimoniales, multipliant les événements et dispositifs, participe de cet accroissement parfois évoqué comme une inexorable inflation patrimoniale. Si les premiers calculs présentés dans le rapport Meadows (Halte à la croissance) au cours des années 1970 n'ont aucunement modifié ce processus, les nombreuses alertes concernant l'épuisement des ressources et les changements climatiques ont progressivement remis en lumière les logiques de décroissance. Comment de telles perspectives peuvent-elles être envisagées à partir du monde patrimonial ? Va-t-on vers une remise en cause des logiques d'inaliénabilité, largement plébiscitées sur le plan patrimonial (à l'instar de celle des collections des musées de France) ? Comment concilier des politiques patrimoniales dans un monde en décroissance, tant sur le plan des subventions que des logiques de marché ou de mécénat ?

Comité d'organisation du colloque

Ina Belcheva, LIRA, Université Sorbonne Nouvelle
Cécile Camart, LIRA, Université Sorbonne Nouvelle
Gérôme Guibert, IRMECCEN, Université Sorbonne Nouvelle
François Mairesse, CERLIS, Université Sorbonne Nouvelle

Raphaëlle Moine, IRCAV, Université Sorbonne Nouvelle
Aurélie Mouton-Rezzouk, IRET, Université Sorbonne Nouvelle
Cécile Prévost-Thomas, CERLIS, Université Sorbonne Nouvelle
Adèle Sutre, Palais de la Porte dorée, Musée national de l'Histoire de l'Immigration
Fabien Van Geert, CERLIS, Université Sorbonne Nouvelle

Comité scientifique du colloque

Bruno Nassim Aboudrar, LIRA, Université Sorbonne Nouvelle
Ina Belcheva, LIRA, Université Sorbonne Nouvelle
Cécile Camart, LIRA, Université Sorbonne Nouvelle
Jamil Dakhlia, IRMECCEN, Université Sorbonne nouvelle
Jean-Louis Georget, CEREG, Université Sorbonne Nouvelle
Gérôme Guibert, IRMECCEN, Université Sorbonne Nouvelle
François Mairesse, CERLIS, Université Sorbonne Nouvelle
Laurent Martin, CERLIS, Université Sorbonne Nouvelle
Raphaëlle Moine, IRCAV, Université Sorbonne Nouvelle
Aurélie Mouton-Rezzouk, IRET, Université Sorbonne Nouvelle
Cécile Prévost-Thomas, CERLIS, Université Sorbonne Nouvelle
Daniel Urrutiaguer, IRET, Université Sorbonne Nouvelle
Fabien Van Geert, CERLIS, Université Sorbonne Nouvelle
Laurent Veray, IRCAV, Université Sorbonne Nouvelle

Organisation du colloque

Le colloque est organisé sur une durée de deux jours. Il comportera :

deux séances plénières (le 11 mars matin et 12 mars après-midi) qui seront animées par des chercheur·e·s et professionnel·le·s qui ont marqué le secteur du patrimoine depuis ces vingt dernières années ;

une table ronde (le 11 mars en fin de journée) réunissant chercheur·e·s et professionnel·le·s ;

des sessions d'ateliers en parallèle (le 11 mars après-midi et le 12 mars matin) où seront présentées les communications retenues par le comité scientifique du colloque, autour des différents axes structurant les nouveaux défis associés aux patrimoines et présentés ci-dessus.

L'inscription au colloque est gratuite. Les frais de déplacement et de séjour sont à la charge des participant·e·s.

Envoi des propositions de communication

Les propositions de communication (environ 500 mots, accompagnées d'une bibliographie et d'une brève biographie de l'auteur.ice) sont attendues avant le 11 décembre 2026. Elles sont à déposer sur la plateforme dédiée :

https://framaforms.org/colloque-patrimoines-et-politiques-1791794366

Les réponses aux propositions seront adressées pour le 19 janvier 2027.

Contact

colloque-patrimoines-politiques@sorbonne-nouvelle.fr